

Willy Borsus : « Je serai la voix rurale au fédéral »

Willy Borsus souligne l'importance d'un ministre luxembourgeois à la table fédérale : frontaliers, mobilité, défense nationale.

● **Interview : Daniel LAPRAILLE**

Willy Borsus, une journée au timing chargé et lourde en émotions samedi ?

Une journée bousculée en effet, puisque nous avons prêté serment à partir de 10 h au palais royal, avant la photo officielle avec le souverain.

Nous sommes ensuite allés à la Chambre où s'est tenu dès midi le premier conseil des ministres qui acte notamment les répartitions de compétences. Avant cela, l'ancien Premier ministre et le nouveau ont procédé à la passation de pouvoir...

Dans quel climat ?

C'est en fait un échange entre eux très protocolaire et formel. Dans la foulée du conseil des ministres, nous avons tenu une réunion de travail. Dans la journée, il y a aussi eu un contact avec Maggie De Block pour

préparer la passation de pouvoir sur certaines de ses compétences qui me concernent maintenant. Nous nous sommes rendus au cabinet de Sabine Laruelle, où nous avons débattu des dossiers en cours, de l'agenda et de tout ce qui concerne les compétences

de Sabine que je reprends. C'était évidemment un moment très amical puisque nous sommes des anciens compagnons de route.

À titre plus personnel, comment avez-vous vécu ces moments-là ?

Avec émotion bien sûr, car il s'agit d'un moment très particulier et très médiatisé. Et avec responsabilité, car il survient après de longues semaines de négociations pour finaliser un accord gouvernemental, fait de choix importants.

Voilà venu le temps de la mise en œuvre de cet accord.

On vous a cité à l'énergie notamment. Finalement, vous héritez de l'Agriculture, des Classes moyennes et PME et de l'intégration sociale. Satisfait ?

Extrêmement satisfait. Chacun sait que je suis très proche des

PME, tissu économique de nos régions rurales. J'ai par ailleurs un lien fort avec l'agriculture et la dimension sociale fait partie de mon engagement. Ces compétences ont toute ma préférence.

même ville.

C'est exact. Il y a une part de hasard, mais nous sommes aussi par ailleurs tous deux élus dans des zones rurales et agricoles. Je m'inscris dans une volonté positive de collaboration par rapport aux compétences qui sont restées fédérales. Nous ne serons pas trop de deux. Nous avons intérêt à collaborer. Voyez par exemple l'embargo russe sur les fruits et le lait.

« Ministre fédéral n'est pas le chemin attendu »

Vous êtes député régional ; vous étiez un pilier de l'opposition au Parlement wallon ; des regrets d'être ministre fédéral et pas wallon ?

Chacun sait que ce poste de ministre fédéral n'était pas le chemin prévu. Après notre résultat historique à la Région où nous avons progressé d'1/3 des sièges, il était légitime

que nous prenions part au gouvernement wallon. Mais voilà, c'est un nouveau défi, même s'il est différent de ce qui était annoncé le plus souvent.

Juste à un moment où la Région se voit gratifiée de beaucoup de nouvelles compétences.

Oui, mais il est également important qu'un ministre défende les enjeux ruraux et luxembourgeois au fédéral. Je cite trois exemples : le statut des frontaliers où nous serons le seul parti capable de peser sur les décisions ; la défense nationale où il sera très important de défendre la présence des militaires dans le Luxembourg et le plan SNCB adopté sous l'égide du PS et du ministre Labille, qui met en difficulté la ruralité et singulièrement la province. Bien sûr, on est ministre de son pays avec une vision transversale, mais attentif à sa région.

La démission du poste de bourgmestre est un premier pas vers la domiciliation à Marche ?

Dès vendredi passé, j'ai démissionné de mes fonctions de bourgmestre. Mon bureau est déjà largement vidé. J'ai aussi déjà envoyé ma démission comme conseiller communal à la date du 29 octobre, le lendemain du conseil d'installation de Valérie Lecomte, la première échevine qui va me succéder. Je confirme évidemment ma prochaine installation à Marche où je suis déjà tous les jours. ■